DIASPORA ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE
CAS DES FLUX MIGRATOIRES VERS LA FRANCE

Kouakou Constant Ouattara[1]
LEAD, EA3163, Université de Toulon
Linda Bouchkara
LEAD, EA3163, Université de Toulon
Cécile Bastidon
LEAD, EA3163, Université de Toulon, CAC-IXXI (Institut rhônalpin des systèmes complexes, Lyon) et IFE-OFCE SciencesPo

Dans un contexte de progression régulière des migrations de l'Afrique vers la France, nous proposons une étude originale, dont l'objet est de mesurer un potentiel effet de la diaspora africaine résidant en France sur la croissance économique dans les pays d'origine. L'étude inclut 45 pays d'origine, sur la période 2010-2020. Nous employons la méthode des moments généralisés en système (SYS-GMM) et les moindres carrés généralisés réalisables (FGLS). Outre les effets de la diaspora, nous contrôlons un ensemble d'indicateurs de flux internationaux commerciaux et financiers, et d'indicateurs institutionnels et démographiques, directement et en interaction. Nous trouvons que la diaspora exerce un effet favorable direct et indirect sur la croissance. Cet effet est robuste aux estimateurs et à la spécification des modèles. Nous mettons également en évidence des défis spécifiques pour les pays d'origine, associés à la hausse de la scolarisation et de l'espérance de vie.

Mots clés : diaspora, migrations, fuite de cerveaux, asymétries d'information, croissance, Afrique.

1. Nous tenons à remercier Désiré Avom, Bruno Cabrillac, Meriem Hamdi-Cherif, Cheikh Tidiane Ndiaye, Vincent Touzé et Nadège Yameogo pour les discussions et commentaires. Nous remercions également l'ensemble des participants à la conférence « Dynamiques de la croissance africaine » (OFCE/SFI, Paris, 26-27 septembre 2025), de même que les rapporteurs anonymes pour leurs remarques et suggestions.

Ces deux dernières décennies ont été marquées par une hausse importante des migrations africaines vers l'Europe. Selon les données du Département des affaires sociales de l'Organisation des Nations unies (UNDESA), le stock de migrants africains résidant en Europe est passé de 5,8 millions en 2000 à 11 millions en 2020, soit +89,65 %. Kozcan *et al.* (2021) expliquent que les migrations ont des conséquences économiques ambiguës, au niveau individuel, pour les migrants ; mais aussi, au niveau macroéconomique, pour les pays d'origine et de destination. La migration améliore d'abord la situation des migrants, qui bénéficient de revenus plus élevés et offrent de meilleures perspectives à leurs enfants. Elle transforme ensuite les pays d'accueil en influençant leur marché du travail, leur productivité, leur démographie et leurs finances publiques. Enfin, elle a aussi des effets importants sur les pays d'origine : elle peut entraîner une perte de capital humain, mais génère des transferts d'argent et renforce les liens économiques et technologiques. Au total, la migration façonne la croissance et les inégalités en agissant simultanément sur les migrants, les pays d'accueil et les pays d'origine.

La France est structurellement le premier pays de destination des migrations extra-continentales africaines depuis au moins six décennies (Flahaux et De Haas, 2016). Ces migrations sont largement déterminées par des politiques migratoires du pays de destination visant à combler les déficits de main-d'œuvre des secteurs public et privé, dès le début du XXe siècle (Ogden, 1995) et jusqu'au tournant néolibéral des années 1980 (Dedieu, 2018). Ces politiques affectent, en particulier, la délivrance de titres de séjour permanents *vs* temporaires (d'Albis, Boubtane et Grieve, 2015). Au cours de la période la plus récente, les migrations africaines vers la France continuent à progresser : selon les données de l'UNDESA, le stock de migrants africains en France augmente de 3,47 millions en 2010 à 4,25 millions en 2020, soit une hausse de 22,47 %. Dans ce contexte, cette étude est spécifiquement consacrée à l'effet de la diaspora africaine résidant en France sur le niveau de vie des populations africaines des pays d'origine. Une approche alternative pourrait consister à prendre en compte toute la diaspora et à séparer le groupe émigré en France de celui émigré dans les autres pays africains, ou à isoler d'autres pays de destination. Le choix de la France procède de son importance en tant que pays de destination ; mais aussi, sur le plan méthodologique, de l'existence de

canaux relativement homogènes de l'impact des diasporas sur les pays d'origine, pour un pays de destination commun.

Une partie de la littérature, remontant essentiellement aux décennies 1970-1990, indique que la fuite de cerveaux engendre une réduction durable du revenu par habitant dans le pays d'origine du migrant, la perte de capital humain dans le pays d'origine du migrant contribuant à alimenter les inégalités dans le niveau de revenu entre le pays d'origine et le pays d'accueil du migrant (Haque et Kim, 1995). En outre, « si le produit marginal social [de l'éducation] dépasse le produit marginal privé, grâce à de fortes externalités, comme cela semble être le cas pour les médecins et les universitaires exceptionnellement doués […], alors […] il y a une perte pour ceux qui restent ; et si l'État a financé l'éducation qui est incarnée par le travailleur qualifié qui émigre et si l'on suppose que l'État aurait taxé ce travailleur qualifié […] pour "récupérer" le rendement de cet investissement, alors son émigration prive ceux qui restent de ce rendement et dégrade donc leur bien-être » (Bhagwati et Hamada, 1974, p. 19-20 ; voir également Grubel et Scott, 1966).

Cette littérature relative à l'effet négatif de la fuite des cerveaux pour le pays d'origine trouve une illustration récente dans le rapport de l'International Organization for Migration (IOM, 2020) qui indique que le secteur médical est le plus touché par la perte de capital humain. Ainsi, Tankwanchi, Özden et Vermund (2013) révèlent que le nombre de médecins d'Afrique subsaharienne ayant migré en direction des États-Unis d'Amérique a connu une croissance de 38 % entre 2002 et 2011. Plus de la moitié des médecins libériens et nigérians avaient ainsi, à la date de l'étude, émigré aux États-Unis. Par conséquent, dans la mesure où le niveau de scolarisation ou de diplomation du pays d'origine est faible, le déficit de médecins du pays d'origine, dû à la migration, engendre un effet défavorable sur le secteur sanitaire dudit pays. Également, Kozcan *et al.* (2021) trouvent que la fuite des cerveaux influence les finances publiques, en réduisant l'impôt sur le revenu des travailleurs hautement qualifiés dans le pays d'origine. Donc, ledit pays subit un amenuisement de ses recettes publiques. La majeure partie des travaux effectués dans ce domaine restent d'ordre théorique, sans doute en partie en raison des difficultés intrinsèques de mesure des flux migratoires (d'Albis, Boubtane et Grieve, 2015). Il existe cependant des travaux empiriques récents mettant effectivement en évidence un effet défavorable des migrations depuis l'Afrique subsaharienne sur la croissance et le développement des pays d'origine

(voir, en particulier, Akanbi, 2017, ou Usman *et al.*, 2022 pour des résultats spécifiques à la « fuite de capital humain »).

La littérature des deux dernières décennies étudie les effets de la diaspora sur le développement économique à travers des canaux spécifiques tels que les transferts de fonds des migrants, les investissements directs étrangers (IDE), les « *diaspora bonds* » ; mais aussi le commerce. Les transferts de fonds des migrants modifient le partage de la richesse entre économies avancées et économies en développement. Renforcés par la généralisation de l'usage des médias sociaux dans les pays de destination (Ongo Nkoa *et al.*, 2023), ces transferts sont associés à des investissements privés importants des ménages dans la consommation, l'éducation et la santé (Kuznetsov, 2006 ; Plaza et Ratha, 2011). Outre cela, les transferts des migrants amortissent les variations radicales de revenu des économies en développement par de multiples canaux. Bettin et Zazzaro (2017) trouvent, sur un échantillon de 98 économies à revenu faible et intermédiaire, que les transferts de fonds connaissent une expansion à la suite d'une catastrophe naturelle, dans les zones touchées, pour leur reconstruction. Toutefois, ces transferts jouent un rôle moins important dans les pays dotés d'un système bancaire plus efficace. Ce qui implique que les transferts de fonds exercent un effet de substitution aux systèmes financiers moins développés, qui ne sont pas en capacité de fournir des prêts locaux pour la reconstruction. Ces auteurs trouvent aussi que les envois de fonds contribuent de manière substantielle à la prévention du risque *ex ante*, et représentent ainsi une assurance informelle contre les dommages futurs pour les personnes vivant dans des zones qui ont été gravement touchées par des catastrophes naturelles dans le passé.

La diaspora exerce également des effets favorables à travers différents types de financements extérieurs de marché. D'abord, s'agissant des IDE, de par la position occupée par les migrants dans leur pays d'accueil, elle permet de réduire l'asymétrie d'information en fournissant un signal aux investisseurs relativement aux pays hôtes. La présence de migrants des pays hôtes permet ainsi aux investisseurs de tirer des conclusions sur la qualité de la main-d'œuvre, le capital humain et l'éthique du travail qui existent dans leurs pays d'origine (Leblang, 2010). Ensuite, les membres de la diaspora peuvent être plus enclins à prendre eux-mêmes plus de risques pour investir dans leur pays d'origine, dont ils ont une meilleure connaissance comparativement aux investisseurs étrangers (Lucas, 2001). Enfin, les « *diasporas bonds* », associés à des emprunts obligataires spécifiques souscrits par

les investisseurs originaires du pays émetteur, offrent une opportunité spécifique de mobiliser les revenus de la diaspora. Ils assurent un financement à long terme hors marchés financiers internationaux et hors financement multilatéral essentiel pour les projets de développement dans les pays d'origine (World Bank, 2019). Par ailleurs, ces emprunts obligataires fournissent un financement moins coûteux que les obligations souveraines classiques vendues sur les marchés financiers internationaux. Outre les canaux financiers, l'autre canal des effets favorables de la diaspora est le commerce. La diaspora peut favoriser le développement économique du pays d'origine à travers le commerce, dans la mesure où elle stimule l'exportation du pays d'origine par l'achat des biens qui en sont issus (Boly *et al.*, 2014).

L'objet de notre étude est d'évaluer l'effet de la diaspora africaine résidant spécifiquement en France sur le développement économique en Afrique. Du point de vue de la modélisation, ce choix implique l'usage, comme variable explicative principale, d'indicateurs de migrations. Les indicateurs des différents canaux (financiers et commerciaux) par lesquels les effets de ces migrations se manifestent sont par ailleurs pris en compte, directement et sous forme d'interactions. Nous choisissons la France comme unique pays de destination constituant structurellement aux XXe et XXIe siècles une destination majeure des migrations africaines extra-continentales, afin d'identifier des effets-pays spécifiques.

Employant la méthode des moments généralisés en système (SYS-GMM) et les moindres carrés généralisés réalisables (FGLS) pour 45 pays africains sur la période allant de 2010 à 2020, nos résultats révèlent que la diaspora vivant en France, mesurée par les flux de migrants, exerce un effet favorable sur le niveau de vie des pays d'origine. À cet effet direct s'ajoutent des effets d'interactions également favorables avec les envois de fonds, le commerce et les IDE. Il existe une présomption d'hétérogénéités multidimensionnelles, notamment macroéconomiques et institutionnelles, entre les pays d'origine. Puis, nous proposons une série de résultats intégrant directement les niveaux d'éducation, en particulier le taux brut de scolarisation dans l'enseignement secondaire, au niveau agrégé et par genre, ainsi que l'interaction entre ce niveau d'éducation et la diaspora africaine résidant en France. Les résultats mettent en exergue un effet négatif et significatif du niveau d'éducation dans l'enseignement secondaire, associé à une forte atténuation de la significativité de l'effet de la diaspora, de même que celui de la qualité institutionnelle. Ils

confirment ainsi que l'éducation joue un rôle crucial dans les différents canaux des effets des diasporas. L'effet négatif du niveau d'éducation sur le revenu s'expliquerait alors par l'effet de fuite des cerveaux lié à la diaspora, où l'augmentation de la scolarisation profite non au pays d'origine mais au pays de destination, à la Bhagwati et Hamada (1974) ou Grubel et Scott (1966).

1. Revue de littérature

1.1. Littérature théorique

Dans ce qui suit, nous proposons une revue de littérature sélective des littératures théoriques (1.1) et empiriques (1.2) relatives aux effets des migrations sur les pays d'origine, à l'exclusion des effets sur les migrants eux-mêmes et sur les pays de destination. Ces littératures considèrent alternativement ou simultanément comme variable explicative les flux migratoires, ou un ensemble de canaux associés à ces flux (flux commerciaux et financiers entre le pays d'origine et le pays de destination associés aux migrations).

La migration peut avoir un effet prédominant favorable ou défavorable sur le pays d'origine de la diaspora. En ce qui concerne les effets favorables, Lucas (2001) trouve que les membres de la diaspora peuvent être davantage susceptibles de prendre plus de risques pour investir dans leur pays d'origine, étant donné qu'ils sont en mesure de mieux apprécier les opportunités d'investissement. Selon Plaza et Ratha (2011), la diaspora peut être une source majeure de l'innovation, de transfert de technologie et de développement des compétences. La participation de la diaspora dans les économies des pays d'origine peut prendre plusieurs formes (Kuznetsov, 2006 ; Plaza, 2008), par exemple : les IDE sous la forme de joint-ventures ; les transferts de connaissances ; la participation à des comités scientifiques ou professionnels qui stimulent la recherche dans le pays hôte en réponse aux besoins des pays d'origine. Pour la Banque mondiale (World Bank, 2019), la diaspora peut financer de manière directe les investissements dans le pays d'origine à travers les obligations de la diaspora (« *diaspora bonds* »). Les transferts de fonds provenant de la diaspora jouent également un rôle prépondérant dans la lutte contre la pauvreté (Plaza et Ratha, 2011). Ces transferts sont inhérents à une hausse dans le pays d'origine de la consommation et de l'investissement des ménages dans l'éducation, la santé (Fayissa et Nsiah, 2010 ; Kuznetsov, 2006).

Toutefois, les envois de fonds peuvent avoir un effet négatif sur la croissance économique, dans la mesure où l'afflux de transferts de fonds peut également entraîner une appréciation du taux de change réel, ce qui entrave les exportations (Dastidar, 2017). L'effet systématiquement favorable des envois de fonds des migrants fait donc l'objet de controverses théoriques. Enfin, la diaspora peut favoriser le développement économique à travers le commerce, dans la mesure où elle stimule les exportations du pays d'origine (Boly *et al.*, 2014). Pour Boly *et al.* (2014), ce « commerce de nostalgie » comprend essentiellement des produits alimentaires, des films, de la musique, des textiles et vêtements. En général, ces produits « nostalgiques » sont des produits artisanaux.

Concernant l'effet défavorable de la migration sur l'économie d'origine, les travaux de Bhagwati et Hamada (1974) et Haque et Kim (1995), en particulier, montrent que la fuite des cerveaux influence négativement le développement économique des pays d'origine. Miyagiwa (1991), à partir d'un modèle théorique, trouve spécifiquement que la fuite des cerveaux augmente le niveau d'éducation et de revenu du pays de destination, et non d'origine. Mattoo, Neagu et Özden (2008) vont jusqu'à employer l'expression de « gaspillage de cerveaux ». Un tel « gaspillage » se produit lorsque des personnes qualifiées et instruites quittent leur pays d'origine, mais sont sous-employées et n'utilisent que très peu leurs compétences et leur instruction dans le pays d'accueil, par exemple lorsqu'un comptable au Bénin exerce comme manutentionnaire aux États-Unis. Ainsi, en raison de la dépréciation de compétences et d'instruction des personnes qualifiées originaires des diasporas, leur présence pourrait ne pas avoir nécessairement d'effet significatif sur le développement économique du pays d'origine.

1.2. **Littérature empirique**

À notre connaissance, les études empiriques portant sur l'effet de la diaspora directement mesurée par les flux migratoires sur la croissance dans le pays d'origine sont en petit nombre. Ce constat pourrait s'expliquer par le manque de disponibilité des données. Ainsi, l'originalité de notre étude consiste en l'analyse de l'influence de la diaspora africaine sur le développement économique des États africains, en se focalisant sur l'effet de la diaspora africaine résidant spécifiquement en France.

Gnimassoun et Anyanwu (2019) montrent que la diaspora africaine hautement qualifiée, résidant dans les pays de l'OCDE, a un effet positif et significatif sur la croissance économique des pays africains, sur la période 1980-2010. Ils utilisent les moindres carrés ordinaires (MCO), les doubles moindres carrés et le modèle SYS-GMM. Dans la littérature récente, Akanbi (2017) trouve un effet défavorable de deux mesures alternatives de flux migratoires depuis l'Afrique sub-saharienne. D'autres études caractérisent des relations plus ou moins directement liées à la relation entre diasporas et croissance. Spilimbergo (2009) observe que les étudiants étrangers jouent un rôle prépondérant dans la promotion de la démocratie dans leur pays d'origine. Il utilise un échantillon large de 183 pays de 1960 à 2005, et réalise des régressions en MCO groupés, effets fixes et SYS-GMM. Leblang (2010), utilisant des régressions en MCO, trouve que le stock de migrants comme proxy de la diaspora a un effet favorable sur les IDE bilatéraux. L'échantillon est composé de 28 économies d'origine des IDE situées en Europe, Amérique du Nord et Océanie et 158 économies de destinations des IDE localisées en Europe, Amérique, Afrique, Asie et Océanie. Selon Javorcik *et al.* (2011), la présence des migrants aux États-Unis a une incidence favorable sur les IDE des États-Unis dans 56 pays d'origine. L'étude porte sur les deux années 1990 et 2000. Les auteurs exploitent la méthode des variables instrumentales et les MCO. Enfin, Boly *et al.* (2014) montrent, pour 19 pays d'Afrique subsaharienne, que les firmes appartenant aux membres de la diaspora ont une forte probabilité d'exporter et que leur part d'exportation dans les ventes totales est plus élevée que celle des autres entreprises nationales, ce qui stimulerait la croissance économique. Ils utilisent à la fois un modèle non paramétrique (*stochastic dominance*) et une approche paramétrique (Tobit et Probit). Globalement, la plupart des études relatives à la diaspora emploient des méthodes qui traitent le biais d'endogénéité, telles que le modèle SYS-GMM et la méthode des variables instrumentales, et trouvent des effets favorables des diasporas, sur les institutions, les IDE et le commerce extérieur. L'ensemble de ces résultats empiriques, bien que ne portant pas spécifiquement sur la relation entre diasporas et croissance, suggèrent un effet prédominant favorable.

Les variables de flux commerciaux et financiers sont également utilisées pour l'étude des effets des migrations. Le principal canal ainsi utilisé est celui des transferts des migrants. Fayissa et Nsiah (2010) remarquent que les transferts de fonds influent favorablement sur la

croissance économique pour 36 pays africains sur la période allant de 1980 à 2004. Pour cela, ils utilisent le GMM en différence, le modèle à effets aléatoires et à effets fixes. Dastidar (2017) trouve, pour un échantillon de 62 économies en développement sur la période 1990-2014, que les transferts de fonds ont une incidence positive et significative sur la croissance économique, uniquement pour les pays « les plus ouverts ». L'auteur utilise le modèle à effets fixes et la méthode des variables instrumentales en GMM. Employant le modèle à effets fixes et le SYS-GMM, Adow (2025) trouve que les transferts de fonds influencent favorablement la croissance économique pour 15 pays d'Afrique de l'Est sur la période 2000-2022. Parmi les contributions les plus récentes, Usman *et al.* (2022) notent un effet favorable des transferts des migrants d'Afrique subsaharienne, et Ongo Nkoa *et al.* (2023) mettent en évidence que ces transferts s'accroissent avec la pénétration des médias sociaux.

Dans l'ensemble de ces études, qui tendent à employer les mêmes méthodes économétriques, les transferts de fonds ont une influence positive sur la croissance économique. L'étude d'Avom, Nkoa et Song (2020) fait exception : les auteurs montrent que les transferts de fonds des migrants accroissent significativement la fragilité économique pour 51 pays africains de 1995 à 2016, en appliquant le SYS-GMM.

Par ailleurs, la relation entre diasporas et croissance que nous souhaitons étudier s'inscrit dans le cadre plus large des déterminants financiers, institutionnels et démographiques de la croissance dans les économies en développement, ici mobilisés pour le choix des variables de contrôle. Concernant la relation entre les IDE et la croissance économique, certaines études telles que celles d'Abdouli et Hammami (2017) ou d'Awad et Ragab (2018) mettent en lumière une relation positive entre les IDE et la croissance économique. Abdouli et Hammami (2017) trouvent que la croissance économique est positivement et significativement influencée par les IDE, pour un échantillon constitué de 17 pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA) sur la période allant de 1990 à 2012. Les auteurs emploient les MCO, les modèles à effets fixes et à effets aléatoires, ainsi que le modèle SYS-GMM. Sur un échantillon de 53 pays africains sur la période allant de 1989 à 2014, Awad et Ragab (2018) trouvent le même résultat, en employant la méthode SYS-GMM. Ainsi, l'IDE a un effet attendu positif sur la croissance économique. Enfin, pour l'ouverture commerciale, Malikane et Chitambara (2017) et Awad et Ragab (2018) notent que le commerce a un effet positif et statistiquement significatif sur le développement économique.

Concernant le cadre institutionnel, Fayissa et Nsiah (2010) trouvent que la qualité des institutions a une incidence positive et statistiquement significative sur la croissance économique pour 36 pays africains de 1980 à 2004. À partir d'un échantillon de huit économies d'Afrique australe sur la période 1989-2014, Malikane et Chitambara (2017) remarquent que la qualité institutionnelle a une incidence bénéfique sur la croissance économique. En somme, la qualité institutionnelle a généralement un effet positif sur le développement économique. Enfin, concernant l'espérance de vie, fréquemment employée comme proxy de la santé des populations et donc du capital humain pour l'étude des déterminants de la croissance endogène, Ngangue et Manfred (2015) constatent que la croissance économique est positivement et significativement influencée par l'amélioration de l'espérance de vie pour un échantillon de 141 économies en développement sur la période allant de 2000 à 2013. Les auteurs utilisent les effets fixes, la méthode des variables instrumentales ainsi que le modèle GMM. Malikane et Chitambara (2017) trouvent également que l'espérance de vie exerce une influence favorable sur la dynamique de croissance en Afrique australe. Par conséquent, l'espérance de vie a un effet attendu positif sur la croissance économique.

2. Données et méthodologies

L'échantillon complet porte sur 45 pays africains sur la période allant de 2010 à 2020, soit la couverture la plus large possible pour le nombre de pays (45 pays africains sur 54), avec un nombre de points temps comparativement faible, ce qui respecte les conditions du SYS-GMM. Les caractéristiques de cette base de données permettent ainsi d'obtenir des estimations robustes en SYS-GMM, employé pour la série de résultats principaux de cette étude. Dans ce qui suit, nous discutons les mesures retenues de la diaspora et des migrations, puis de la qualité institutionnelle (2.1) ; nous présentons quelques faits stylisés relatifs à la croissance dans les pays d'origine et aux migrations de ces pays vers la France (2.2) ; puis nous présentons et discutons les statistiques descriptives de la base de données dans son ensemble (2.3). La section 2.4 est consacrée à l'exposition des méthodes et de la stratégie empirique.

2.1. **Diaspora et qualité institutionnelle : définitions et mesure**

Diaspora

Définir et mesurer la diaspora est une tâche très délicate (voir, en particulier, d'Albis et Boubtane, 2015). Selon IOM et MPI (2012), la diaspora suppose au moins une identité distincte de celle du pays de résidence, inhérente à une communauté d'origine. L'usage du terme « diaspora » est par ailleurs de plus en plus fréquent pour désigner les migrants qui n'ont quitté leur pays que récemment et peut-être temporairement. Pour IOM et MPI (2012), la notion de diaspora est large. Elle désigne les migrants et leurs descendants, sur plus d'une génération, résidant en dehors de leurs pays d'origine, de manière temporaire ou permanente, tout en maintenant des liens affectifs et matériels avec leur pays d'origine. Concernant la mesure, la disponibilité des données nous limite à l'utilisation du terme « diaspora » pour désigner uniquement les migrants qui n'ont quitté leur pays que récemment et peut-être temporairement (Ratha et Mohapatra, 2011). Ainsi, dans le cadre de notre étude, nous utilisons le stock international de migrants provenant de l'UNDESA comme proxy de la diaspora. Les données ayant une fréquence de cinq ans, nous avons réalisé une interpolation linéaire pour la variable Diaspora, permettant de les ramener en fréquence annuelle comme les autres variables de la base de données. Il convient de noter que la majeure partie des données de l'UNDESA sont basées sur le recensement de la population. Par conséquent, ces données couvrent les migrants en situation régulière. Il faut préciser par ailleurs que la base de données de l'UNDESA n'indique pas l'origine des migrants par secteur. En particulier, cette base ne délivre pas d'information sur les secteurs habituellement associés à la fuite des cerveaux, par exemple les secteurs sanitaire, enseignement et recherche, ou ingénierie et technologie. Elle ne délivre pas non plus d'information sur les causes des migrations (économiques, causées par les conflits et l'instabilité politique, etc.).

Qualité institutionnelle

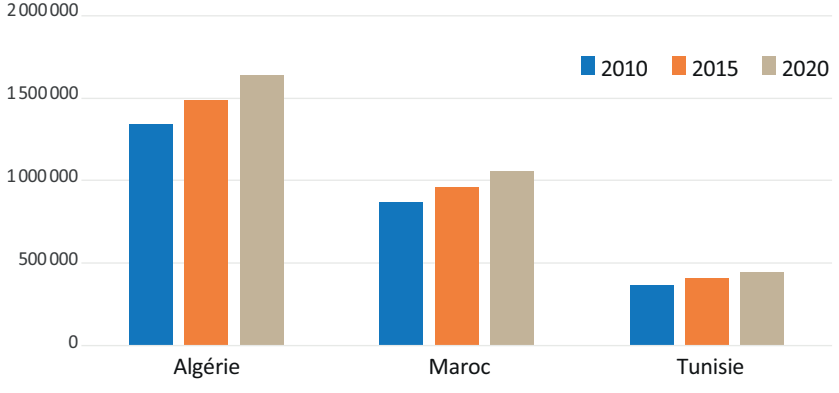
La méthodologie des indicateurs de Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2010) tels que le contrôle de la corruption et la stabilité politique se décline en trois étapes. La première étape est l'attribution de données issues de sources individuelles aux trois indicateurs agrégés. La seconde étape est le redimensionnement préliminaire des données de sources individuelles pour passer à une échelle de 0 à 1. Enfin, la dernière étape

est la construction d'une moyenne pondérée des données individuelles pour chaque source en utilisant un modèle à composantes inobservables (*unobserved components model*). Les scores de ces variables sont mesurés sur une échelle allant de 0 à 100 lorsqu'elles sont en rang de percentile, la valeur 100 représentant une forte qualité institutionnelle.

2.2. **Faits stylisés**

Dans ce qui suit, nous proposons quelques faits stylisés sélectifs, relatifs aux indicateurs de diaspora et de PIB de la base de données employée pour l'étude empirique. Ces faits stylisés sont présentés par pays (graphique 1) et sous-régions (graphiques 2, 3 et 4) pour mettre en évidence les tendances, mais aussi les dynamiques spécifiques. Le graphique 1 décrit l'évolution du stock de migrants pour les trois pays dont le stock est le plus important, entre 2010 et 2020. On observe que ce sont trois pays d'Afrique du Nord, à savoir l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, dont le nombre de migrants résidant en France est le plus élevé, avec une augmentation notable du total des trois pays qui est de 2,58 millions en 2010 et 3,14 millions en 2020. Dans le détail, pour l'Algérie le stock de migrants passe de 1,34 million en 2010 à 1,64 million en 2020. Pour le Maroc, le stock de migrants passe de 870 000 en 2010 à 1,06 million en 2020. Enfin, pour la Tunisie, le stock de migrants passe de 365 000 en 2010 à 444 000 en 2020.

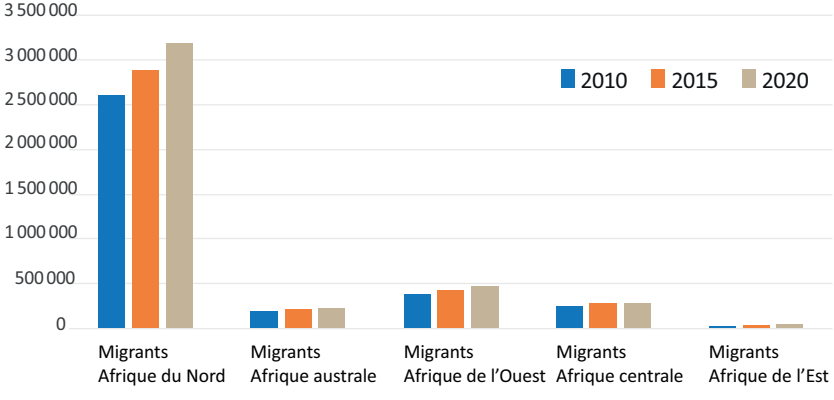
Graphique 1. **Pays d'Afrique ayant les stocks de migrants en France les plus importants**



Source : Auteurs, à partir des données de l'UNDESA.

Quant au graphique 2, il décrit l'évolution du stock de migrants par régions. On observe, parmi les différentes régions d'Afrique, que le septentrion d'Afrique a le stock de migrants le plus élevé en France passant de 2 607 521 en 2010 à 3 177 091 en 2020, soit une hausse de 21,84 %. Pour l'Afrique de l'Ouest, la deuxième région ayant le stock de migrants le plus élevé en France, le stock de migrants passe de 388 577 en 2010 à 474 502 en 2020, soit une augmentation de 22,11 %. Quant à l'Afrique centrale, le stock de migrants passe de 252 173 en 2010 à 282 860 en 2020, soit une croissance de 12,17 %. Concernant l'Afrique australe, le stock de migrants passe de 196 257 en 2010 à 239 392 en 2020, soit un accroissement de 21,98 %. Enfin pour l'Afrique de l'Est, le stock de migrants passe de 28 246 en 2010 à 51 149 en 2020, soit une hausse de 105,87 %. Globalement, ce stock considérable et croissant de migrants africains confirme que la France est une destination importante, ce qui justifie l'intérêt d'une étude spécifique des diasporas africaines vers la France. Par ailleurs, la dynamique et la répartition observées confirment les observations d'Ogden (1995) (sur données de l'INSEE), de Flahaux et De Haas (2016) (sur données Global Bilateral Migration Database), et de d'Albis et Boubtane (2015) (sur données originales obtenues à partir d'informations sur la délivrance de permis de séjours). Aucune des bases employées dans ces études n'est mobilisable pour la réalisation de tests de robustesse, parce qu'elles sont soit non bilatérales soit indisponibles pour la période d'étude, mais la concordance des faits stylisés constitue une validation importante de notre démarche empirique.

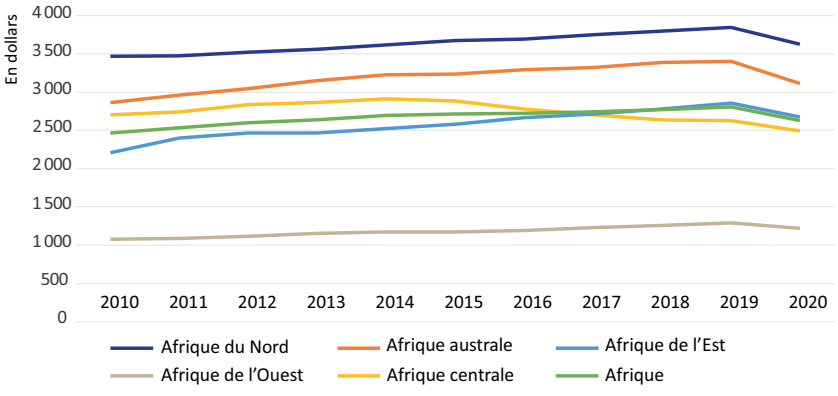
Graphique 2. **Stock de migrants par région d'Afrique en France**



Source : **Auteurs, à partir des données de l'UNDESA.**

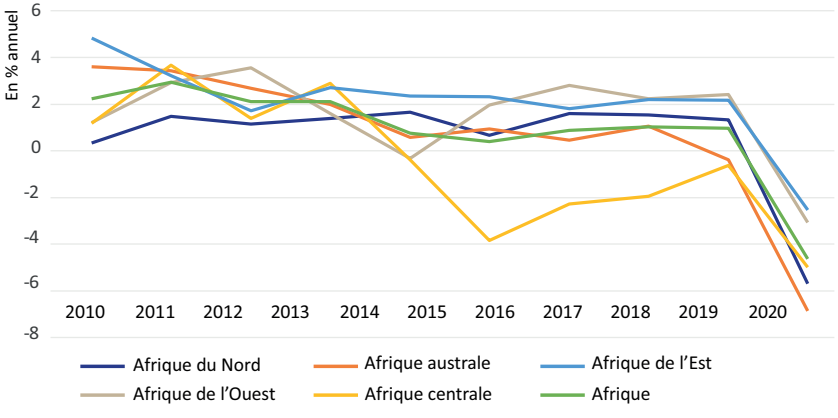
Ensuite, les graphiques 3 et 4 décrivent les dynamiques de croissance en Afrique de manière globale, et dans les différents regroupements régionaux. Le PIB par habitant (graphique 3) est utilisé pour mesurer le revenu, comme dans la majorité des études décrites dans la revue de littérature. L'inspection visuelle fait apparaître une tendance à la hausse du PIB par habitant moyen pour l'échantillon complet et pour toutes les sous-régions à l'exception de l'Afrique centrale. On observe toutefois une légère baisse en 2020, laquelle s'explique par les répercussions de la pandémie de Covid-19. De manière globale, le PIB par habitant moyen en Afrique passe de 2 462 dollars en 2010 à 2 624 dollars en 2020, soit une augmentation de 6,58 %. Dans le détail, l'Afrique du Nord, sur la dernière décennie, est la sous-région ayant le PIB par habitant moyen le plus élevé (passant de 3 466,3 dollars en 2010 à 3 622,5 dollars en 2020), suivie de l'Afrique australe (passant de 2 861 dollars en 2010 à 3 106,8 dollars en 2020), de l'Afrique centrale, qui connaît une hausse entre 2010 et 2014 puis une baisse à partir de 2015 (passant de 2 702 dollars en 2010 à 2 492 dollars en 2020), de l'Afrique de l'Est (passant de 2 206 dollars en 2010 à 2 674 dollars en 2020) et enfin de l'Afrique de l'Ouest (passant de 1 075,44 dollars en 2010 à 1 222,85 dollars en 2020). Il convient de souligner que la baisse du PIB par habitant moyen en Afrique centrale peut s'expliquer par la diminution de la formation brute en capital. En effet, selon les données de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), la formation brute de capital a baissé progressivement, passant de 73,12 milliards (Mds) de dollars en 2015 à 52,54 Mds en 2020, soit une baisse de 28,15 %. Par ailleurs, la plus importante épidémie d'Ebola se déroule entre 2014 et 2016 et son effet sur les systèmes de santé est particulièrement délétère. Enfin sur le graphique 4, nous remarquons, en 2020, une forte baisse de la croissance du PIB par habitant réel allant de -2,54 % pour l'Afrique de l'Est à -6,86 % pour l'Afrique australe. Ainsi, la croissance du PIB par habitant réel de l'Afrique australe a une tendance à la baisse sur la période d'étude, passant de 3,6 % en 2011 à -6,86 % en 2020. L'Afrique centrale observe une forte baisse entre 2014 (2,71 %) et 2016 (-3,85 %).

Graphique 3. **PIB par habitant moyen par région d'Afrique**



Source : **Auteurs, à partir des données de la Banque mondiale.**

Graphique 4. **Croissance du PIB par habitant réel moyen par région d'Afrique**



Source : **Auteurs, à partir des données de la Banque mondiale.**

2.3. **Statistiques descriptives**

Les statistiques descriptives des variables utilisées dans cette étude sont détaillées dans le tableau 1. La présentation détaillée des variables correspondantes figure dans le tableau A1 en annexe. Le tableau 1 nous indique que le PIB réel par habitant est en moyenne de 2 372 dollars (min = 263,36 pour le Burundi ; max = 16 747,34 pour les Seychelles). Concernant le stock international de migrants africains résidant en France, la moyenne par pays est de 85 735 migrants

(min = 19 pour Eswatini[2] ; max = 1 637 211 pour l'Algérie). Pour l'espérance de vie, la moyenne est de 62,73 ans (min = 45,6 pour le Lesotho ; max = 77,24 pour les Seychelles). En ce qui concerne la qualité institutionnelle, la moyenne de la variable agrégée est de 33,16 (min = 1,42 pour le Soudan ; max = 83,41 pour le Botswana). Dans le détail, la stabilité politique a une moyenne de 32,71 (min = 0,95 pour le Soudan ; max = 88,63 pour le Botswana) et la lutte contre la corruption a une moyenne de 33,61 (min = 0,47 pour le Soudan ; max = 89,53 pour les Seychelles). Ces moyennes des indicateurs de qualité institutionnelle dénotent la faiblesse des institutions des pays de l'échantillon. Elles font aussi apparaître, comme le revenu par habitant

Tableau 1. **Statistiques descriptives pour l'Afrique de 2010 à 2020**

Variables	Observations	Moyenne	Écart type	Min	Max
PIBHab	492	2 372,56	2 746,61	263,36	16 747,34
Diaspora					
Diasp	495	85 735	261 431,9	19	1 637 211
Développement humain					
Esp	495	62,73	6,17	45,6	77,24
Educ_tous	396	54,42	23,43	12,69	124,78
Educ_fem	396	52,78	25,51	10,44	127,69
Educ_hom	396	55,87	21,69	14,85	121,97
Inst. Var					
Inst	495	33,16	19,75	1,42	83,41
StabPol	495	32,71	21,37	0,95	88,63
CC	495	33,61	21,53	0,47	89,53
Autres					
Commerce	489	72,25	44,89	12,86	348
Transferts	495	1574	4 389,58	0,1	29 602,9
IDE	495	4,64	9,49	-18,92	103,34

Note : PIBHab : PIB par habitant réel (en dollars) ; Diasp : stock international de migrants africains résidant en France (en nombre d'individus) ; Esp : espérance de vie pour les deux sexes combinés (en nombre d'années) ; StabPol : stabilité politique – absence de violence / terrorisme ; CC : contrôle de la corruption ; Inst : moyenne arithmétique simple des deux indicateurs de qualité institutionnelle (contrôle de corruption et stabilité politique) ; Commerce : commerce de biens et services (en % du PIB) ; transferts : envois de fonds (en millions de dollars) ; IDE : flux nets d'IDE entrants (% du PIB) ; Educ_tous : taux brut de scolarisation à l'enseignement secondaire pour les deux sexes (% de la population en âge de suivre une éducation scolaire officielle) ; Educ_fem : taux brut de scolarisation à l'enseignement secondaire pour les femmes (% de la population en âge de suivre une éducation scolaire officielle) ; Educ_ hom : taux brut de scolarisation à l'enseignement secondaire pour les hommes (% de la population en âge de suivre une éducation scolaire officielle). Taux brut de scolarisation à l'enseignement secondaire pouvant dépasser 100 % en raison d'inclusion d'élèves sur-âgés ou sous-âgés à la suite d'une scolarisation précoce ou tardive, et de redoublements.

2. Connu sous le nom de Swaziland pendant la période coloniale et jusqu'en 2018.

et les variables démographiques, une certaine hétérogénéité. Pour les autres variables macroéconomiques, le commerce a une moyenne de 72,25 % du PIB (min = 12,86 pour le Soudan ; max = 348 pour Djibouti) ; les transferts de fonds ont une moyenne de 1 574 millions de dollars (min = 0,1 pour les Comores ; max = 29 602,9 pour l'Égypte) ; les IDE nets ont une moyenne de 4,64 % du PIB (min = -18,92 pour la République du Congo ; max = 103,34 pour le Libéria). Pour le taux brut de scolarisation dans l'enseignement secondaire pour les deux sexes, nous avons en moyenne 54,42 % de la population en âge de suivre une éducation scolaire officielle (min = 12,69 pour le Niger ; max = 124,78 pour l'Algérie). Il convient de noter que le taux brut de scolarisation dans l'enseignement secondaire peut dépasser 100 % en raison d'inclusion d'élèves sur-âgés ou sous-âgés à la suite d'une scolarisation précoce ou tardive, et de redoublements.

Tableau 2. **Matrice de corrélations**

	PIBHab	Diasp	Esp	Inst	StabPol	CC	Com-merce	Trans-ferts	IDE
PIBHab	1								
Diasp	0,107	1							
Esp	0,497	0,464	1						
Inst	0,563	-0,063	0,037	1					
StabPol	0,511	-0,156	0,209	0,921	1				
CC	0,527	0,039	0,41	0,922	0,698	1			
Commerce	0,509	-0,03	0,142	0,425	0,412	0,371	1		
Transferts	0,044	0,093	0,035	-0,206	-0,282	-0,098	-0,185	1	
IDE	0,021	-0,091	-0,039	0,064	0,085	0,033	0,287	-0,089	1

	PIBHab	Diasp	Com-merce	IDE	Trans-ferts	Inst	Educ_ tous	Educ_ hom	Educ_ fem
PIBHab	1								
Diasp	0,169	1							
Commerce	0,391	-0,182	1						
IDE	-0,1	-0,169	0,293	1					
Transferts	0,019	0,206	-0,328	-0,125	1				
Inst	0,368	-0,116	0,368	0,095	-0,149	1			
Educ_tous	0,764	0,245	0,173	-0,121	0,113	0,372	1		
Educ_hom	0,761	0,291	0,151	-0,119	0,092	0,317	0,983	1	
Educ_fem	0,751	0,191	0,188	-0,119	0,123	0,411	0,988	0,948	1

Note : Corrélations estimées par les auteurs à partir de la méthode de Pearson.

Le tableau 2 affiche la matrice de corrélations bilatérales[3]. Les variables corrélées à 0,5 et plus sont : qualité institutionnelle et PIB par habitant (Inst/GDPCap) = 0,563 ; stabilité politique et PIB par habitant (PolStab/GDPCap) = 0,511 ; contrôle de la corruption et PIB par habitant (CC/GDPCap) = 0,527 ; commerce et PIB par habitant (Trade/GDPCap) = 0,509 ; qualité institutionnelle et stabilité politique (Inst/PolStab) = 0,921 ; qualité institutionnelle et contrôle de la corruption (Inst/CC) = 0,922 ; et stabilité politique et contrôle de la corruption (PolStab/CC) = 0,698. Ce constat suggère d'accorder une attention particulière au choix des variables de contrôle de la qualité institutionnelle dans la conduite des régressions.

2.4. **Méthodes et stratégies empiriques**

Modèle économétrique

Notre étude couvre 45 pays africains sur la période allant de 2010 à 2020. Il faut souligner que la couverture est la plus exhaustive possible, au regard de nos données. Aussi, à titre de rappel, le fait que l'échantillon (nombre de pays) soit supérieur à la période d'étude (nombre d'années) nous permet de respecter les conditions d'obtention de résultats robustes à partir de l'estimateur SYS-GMM. Les équations en niveau (1) et en différence première (2) de la procédure d'estimation SYS-GMM sont les suivantes :

$$LogGDPCap_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 LogGDPCap_{it-1} + \alpha_2 logDiasp_{it} + \alpha_3 logInst.Var_{it} + \alpha_4 X_{it} + \gamma_i + \mu_t + \varepsilon_{it} \quad (1)$$

$$\Delta LogGDPCap_{it} = \alpha_1 \Delta LogGDPCap_{it-1} + \alpha_2 \Delta logDiasp_{it} + \alpha_3 \Delta logInst.Var_{it} + \alpha_3 \Delta logInst.Var_{it} + \alpha_4 \Delta X_{it} + \Delta\gamma_i + \Delta\mu_t + \Delta\varepsilon_{it} \quad (2)$$

La variable endogène est le PIB par habitant réel, pour le pays i d'Afrique à la période t. Elle est expliquée par sa valeur retardée, par la diaspora, par les vecteurs de variables institutionnelles, macroéconomiques et démographiques. La diaspora $Diasp_{it}$ est mesurée par le stock international de migrants africains résidant en France. $Inst.\ Var_{it}$ contient les variables institutionnelles : stabilité politique, contrôle de la

3. La matrice de corrélation incluant la variable Éducation est disponible sur demande. Nous avons utilisé deux matrices de corrélations distinctes, étant donné que les variables d'éducation réduisaient notre échantillon de pays à 36.

corruption, et variable agrégée « institutions » qui est une moyenne arithmétique des deux indicateurs de qualité institutionnelle. X_{it} comprend les autres variables macroéconomiques et démographiques telles que l'espérance de vie et le taux brut de scolarisation dans l'enseignement secondaire comme proxys du développement humain ; le commerce de biens et services en pourcentage du PIB ; les transferts de fonds en millions de dollars ; et les investissements directs étrangers nets entrants en pourcentage du PIB ; γi correspond à l'effet spécifique pays ; μ_t correspond à l'effet spécifique temporel, et ε_{it} au terme d'erreur. Les signes prédits pour toutes nos variables sont des signes positifs, au regard de la revue de littérature susmentionnée.

Méthodes économétriques

Nous employons l'estimateur SYS-GMM de Blundell et Bond (1998) pour traiter le biais d'endogénéité dans un panel dynamique de 45 pays africains. Ce biais d'endogénéité survient car notre principale variable d'intérêt, la diaspora, et le développement économique peuvent s'influencer simultanément. Comme vu précédemment dans la revue de littérature, pour Lucas (2001), la diaspora peut être plus encline à prendre plus de risques pour investir dans le pays d'origine, ce qui entraînera la croissance économique. Inversement, pour Gnimassoun et Anyanwu (2019), le niveau de développement économique peut avoir une incidence sur la migration : de nombreux individus préfèrent quitter leur pays d'origine pour s'installer dans des pays où le niveau de vie est meilleur. Le test de non-causalité Granger de Dumitrescu et Hurlin (2012) confirme cette causalité bidirectionnelle. Les résultats sont rapportés dans le tableau 3. Ainsi, pour le traitement de ce biais d'endogénéité, nous utilisons les retards des variables dépendantes et explicatives comme variables instrumentales internes. En d'autres termes, pour l'équation (1), nous employons les retards d'ordre 1 en différence première des variables appropriées ; pour l'équation (2), nous utilisons les retards d'ordre 1 en niveau des variables appropriées. La validité de nos résultats est établie par le test de sur-identification de Hansen, obtenu avec le GMM en deux étapes, et le test d'autocorrélation des résidus du processus autorégressif de second ordre (AR (2)). Selon Hwang et Sun (2018), l'estimateur GMM en deux étapes présente une variance asymptotique plus faible. Aussi, les tests statistiques fondés sur le GMM en deux étapes (Hansen) sont plus performants que ceux basés sur le GMM en une étape (Sargan).

Tableau 3. **Test de non-causalité Granger de Dumitrescu et Hurlin (2012)**

Variables	Z-bar Tilde	*p-value*
PIHab → Diasp	3,578	0,0003***
Diasp → PIBHab	2,139	0,032**

Note : Selon le BIC, le nombre de retard optimal pour les deux directions de causalité est 1. Significativité : *** $p < 0{,}01$; ** $p < 0{,}05$; * $p < 0{,}1$.

Sous l'hypothèse nulle de ces tests respectifs, nous observons une validation des instruments et une absence de corrélation sérielle des résidus de second ordre. Dans notre cas les hypothèses nulles de ces tests sont acceptées, étant donné que les *p-values* sont supérieures à 5 %. Outre la série de résultats principaux obtenus par la méthode SYS-GMM, nous utilisons également la méthode FGLS pour vérifier la robustesse de nos résultats, compte tenu de la présence d'hétéroscédasticité et d'autocorrélation des résidus[4].

3. Résultats et discussions

La première et principale série de résultats obtenus dans le tableau 4 (spécification de base) et le tableau 5 (contrôle du niveau d'éducation) à l'aide du SYS-GMM est discutée dans la sous-section 3.1. La série de résultats secondaires obtenus à l'aide de FGLS dans les tableaux 6 et 7 est discutée dans la sous-section 3.2. Nos résultats sont ainsi robustes à l'emploi de deux estimateurs distincts pour une trentaine de spécifications différentes incluant, outre les contrôles macroéconomiques standards, la prise en compte des effets directs et d'interactions avec l'environnement institutionnel, des niveaux d'éducation, etc.

3.1. **Estimations SYS-GMM**

Notre principale contribution originale est de mettre en évidence qu'en général la diaspora africaine résidant en France influence positivement et significativement le niveau de vie des pays africains d'origine. Cet effet est à la fois direct, mis en évidence à partir de la mesure de la diaspora par les migrations ; et indirect, mis en évidence à partir des interactions avec les différents canaux habituellement associés à l'étude de l'effet des migrations : transferts des migrants, commerce et IDE. Les résultats du tableau 4 font apparaître que l'effet

4. Résultats disponibles sur demande.

direct d'une augmentation de 1 % de la diaspora africaine est d'augmenter le PIB par habitant réel de 0,001 % à 0,034 % selon les spécifications. Ce résultat spécifique à la diaspora résidant en France est du même ordre de grandeur que celui de Gnimassoun et Anyanwu (2019) relatif aux diasporas africaines en général. Il fait par ailleurs écho au rapport conjoint de l'African Development Bank et de l'IOM (AfDB et IOM, 2023), selon lequel la diaspora africaine peut être, au regard de son expérience à l'international, un conseiller, un intermédiaire pour canaliser le développement du secteur privé, la diaspora étant ainsi un « des vecteurs importants de technologie et de savoir-faire commercial vers [le] pays d'origine ».

Tableau 4. **Effet de la diaspora africaine résidant en France sur la croissance économique en Afrique (SYS-GMM)**

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
LogPIBHab$_{it-1}$	0,987*** (0,002)	0,995*** (0,002)	0,985*** (0,006)	0,974*** (0,002)	0,977*** (0,003)	0,999*** (0,002)	0,981*** (0,003)	0,981*** (0,005)
LogDiasp$_{it}$	0,001* (0,0004)	0,001 (0,001)	0,001 (0,001)	0,001*** (0,0005)	0,001** (0,0004)	0,004*** (0,001)	-0,001 (0,001)	0,001 (0,001)
Commerce$_{it}$	0,0001*** (0,00001)	0,0001*** (0,00001)	0,0002*** (0,0001)	0,0003*** (0,00002)	0,0002*** (0,00002)	0,0001*** (0,00002)		0,0002*** (0,00003)
IDE$_{it}$	0,0004*** (0,00003)	0,001*** (0,00004)	0,0003*** (0,0001)	0,0002*** (0,00004)	0,0002*** (0,0001)	0,0005*** (0,0005)	0,0004*** (0,00002)	
LogTransferts$_{it}$	0,003*** (0,0003)	0,003*** (0,0002)	0,002*** (0,0004)	0,004*** (0,0004)	0,003*** (0,001)		0,004*** (0,0004)	0,004*** (0,001)
LogEsp$_{it}$	-0,009 (0,018)	-0,045 (0,031)	-0,022 (0,027)			-0,313*** (0,029)	0,011 (0,035)	0,002 (0,026)
LogInst	0,011*** (0,001)					0,02*** (0,002)	0,011*** (0,001)	0,011*** (0,003)
LogStabPol$_{it}$		0,005*** (0,002)		0,011*** (0,002)				
LogCC$_{it}$			0,006*** (0,001)		0,008*** (0,001)			
Diasp*Transferts$_{it}$						0,0004*** (0,00004)		
Diasp*Commerce$_{it}$							0,00002*** (0,0002)	
Diasp*IDE$_{it}$								0,00004*** (0,00001)
Observations	441	441	441	441	441	441	441	441
Pays	45	45	45	45	45	45	45	45
Constante	0,07 (0,066)	0,18 (0,119)	0,159 (0,102)	0,115*** (0,01)	0,116*** (0,018)	1,185*** (0,109)	0,036 (0,137)	0,063 (0,108)
No. instruments	47	47	47	47	47	47	47	47
AR (1)	0,019	0,019	0,02	0,018	0,02	0,017	0,018	0,019
AR (2)	0,143	0,147	0,141	0,133	0,137	0,133	0,128	0,143
Hansen p-value	0,351	0,735	0,752	0,333	0,935	0,73	0,785	0,75

Note : La variable dépendante est le PIB par habitant réel (en log). Les erreurs standards sont entre parenthèses. Significativité : *** $p < 0,01$; ** $p < 0,05$; * $p < 0,1$.

Outre cet effet direct, la diaspora africaine exerce des effets d'interaction positifs et très significatifs sur le développement économique des pays africains à travers les envois de fonds, le commerce et les IDE. Il faut noter que la mise en évidence de ces interactions constitue un résultat économétrique original, dans les pays en développement en général, et en particulier en Afrique. Plus spécifiquement, l'effet positif et très significatif de l'interaction entre la diaspora et le commerce soutient l'argument théorique de Boly *et al.* (2014). Selon ces derniers, la diaspora peut favoriser le développement économique à travers le commerce dit « de nostalgie », dans la mesure où elle favorise les exportations des pays d'origine. À titre de rappel, ledit commerce comprend principalement des produits africains. Pour l'interaction entre la diaspora et l'IDE, l'effet positif et très significatif pourrait s'expliquer par le fait que la diaspora africaine investit dans le pays d'origine en créant des filiales dont les sociétés mères sont domiciliées en France. Pour Lucas (2001), les membres de la diaspora peuvent être plus enclins à prendre des risques pour investir dans leur pays d'origine, étant en mesure de mieux apprécier les opportunités d'investissement du pays dont ils sont originaires.

L'incidence très favorable de l'interaction entre la diaspora et les transferts de fonds pourrait reposer sur le fait que les transferts de fonds provenant de la diaspora jouent un rôle important dans la réduction des inégalités (Plaza et Ratha, 2011). Ces transferts occasionnent en effet une augmentation dans le pays d'origine de la consommation et de l'investissement des ménages dans l'éducation et la santé (Fayissa et Nsiah, 2010 ; Kuznetsov, 2006). Nous notons que les transferts de fonds ont également un effet direct positif et très significatif. Plus précisément, une augmentation de 1 % des transferts de fonds entraîne une hausse du PIB par habitant réel comprise entre 0,002 % et 0,023 %. Ce résultat est pleinement cohérent avec celui de Fayissa et Nsiah (2010).

Par ailleurs, les effets directs des variables de contrôle institutionnelles et macroéconomiques sont généralement fortement positifs. En particulier, la qualité institutionnelle a une incidence positive et très significative sur la croissance économique. Dans le détail, une augmentation de 1 % de la variable institutionnelle agrégée augmente le PIB par habitant réel entre 0,009 % et 0,04 % selon les spécifications. Pour la stabilité politique, une hausse de 1 % de la stabilité politique provoque une hausse du PIB par habitant réel entre 0,005 % et 0,011 %. Concernant le contrôle de la corruption, une hausse de 1 % du contrôle de la corruption provoque une expansion du PIB par habi-

tant réel entre 0,006 % et 0,008 %. Ces résultats rejoignent, par exemple, Acemoglu, Johnson et Robinson (2005) qui établissent que les institutions constituent un déterminant majeur de la croissance économique de long terme. Enfin, outre leurs effets d'interactions, les IDE et le commerce ont également des effets positifs et très significatifs sur le PIB par habitant réel qui reflètent les signes attendus.

En outre, nous étudions l'effet des variables démographiques (tableau 4) et d'éducation (tableau 5). Ainsi, le développement humain est mesuré par l'espérance de vie et le taux brut de scolarisation dans l'enseignement secondaire. Les résultats mettent en évidence des défis spécifiques dans la formulation des politiques de croissance et de convergence. En ce qui concerne l'espérance de vie, l'incidence prédominante est négative et très significative. D'après nos estimations, une augmentation de 1 % de l'espérance de vie entraîne une diminution comprise, selon les spécifications, entre 0,042 % et 0,709 % du PIB par habitant réel. Ce résultat peut être contre-intuitif dans la mesure où l'amélioration de l'espérance de vie est associée, par exemple dans une perspective de croissance endogène, à une meilleure santé des populations, et donc à un renforcement des capacités d'apprentissage, de productivité et d'innovation. Il faut cependant prendre en compte le faible taux de couverture en termes de protection sociale en Afrique (ISSA, 2021), en particulier dans le cas des régimes de retraite. En effet, selon l'Organisation internationale du travail (2017), 85 % de la population totale, gagnant leur vie dans l'économie informelle, ne bénéficient pas des régimes de protection sociale contributifs existants. La majorité des régimes couvrent uniquement les fonctionnaires et les employés du secteur privé formel (ainsi que les membres de leur famille). Par conséquent, de notre point de vue, la progression continue de l'espérance de vie dans un tel contexte pourrait freiner la productivité de la main-d'œuvre. Cette progression augmente le niveau de stress financier des travailleurs du secteur informel se sachant incapables de répondre à leurs propres besoins primaires lorsqu'ils ne seront plus en âge de travailler. Ces travailleurs peuvent alors être moins motivés et moins efficaces. Par ailleurs, une très faible couverture par les systèmes de retraite associée à une hausse de l'espérance de vie pourrait d'une part étendre la pauvreté des personnes âgées, et d'autre part amenuiser l'épargne des ménages actifs en ce sens qu'en Afrique, les personnes âgées ne bénéficiant pas de couverture sociale dépendent souvent du soutien familial. Outre ces canaux spécifiques aux défis des systèmes de retraite dans les périodes

de transition démographique, Acemoglu et Johnson (2007) notamment mettent en évidence que la hausse de l'espérance de vie entraîne une augmentation de la population et peut donc constituer une limite pour le développement économique.

Tableau 5. **Effet de la diaspora africaine résidant en France sur la croissance économique en Afrique avec la variable éducation (SYS-GMM)**

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
LogPIBHabi$_{t-1}$	1,045*** (0,00)	1,045*** (0,00)	1,041*** (0,00)	1,031*** (0,00)	1,029*** (0,00)	1,029*** (0,00)
LogDiasp$_{it}$	0,01 (0,19)	0,008 (0,276)	0,012 (0,14)	0,034** (0,03)	0,033** (0,02)	0,034** (0,02)
Commerce$_{it}$	0,0001 (0,499)	0,0001 (0,543)	0,0002 (0,325)	0,0003 (0,366)	0,0003 (0,346)	0,0003 (0,345)
IDE$_{it}$	0,0007** (0,02)	0,0006** (0,02)	0,0008** (0,03)	0,0008** (0,04)	0,0008** (0,04)	0,0008** (0,04)
LogTransferts$_{t}$	0,019** (0,02)	0,019** (0,02)	0,023*** (0,01)	0,02** (0,02)	0,02** (0,02)	0,02** (0,02)
LogEsp$_{it}$	-0,424* (0,08)	-0,405* (0,09)	-0,473** (0,04)	-0,709*** (0,00)	-0,707*** (0,00)	-0,692*** (0,00)
LogInst	0,039 (0,13)	0,036 (0,153)	0,037 (0,155)	0,04* (0,09)	0,04* (0,10)	0,04* (0,10)
Educ_tous$_{it}$	-0,003* (0,07)					
Educ_fem$_{it}$		-0,002* (0,08)				
Educ_hom$_{it}$			-0,002 (0,107)			
Diasp*Educ_tous				-3,54e^{-09} (0,222)		
Diasp*Educ_fem					-3,27e^{-09} (0,246)	
Diasp*Educ_hom						-3,37e^{-09} (0,269)
Observations	360	360	360	360	360	360
Pays	36	36	36	36	36	36
Constante	1,233 (0,196)	1,169 (0,208)	1,421 (0,11)	2,162*** (0,01)	2,173*** (0,01)	2,113** (0,02)
AR (1)	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03
AR (2)	0,18	0,18	0,17	0,15	0,15	0,15
Hansen p-value	0,60	0,62	0,60	0,58	0,58	0,58

Note : La variable dépendante est le PIB par habitant réel (en log). Les *p-values* sont entre parenthèses. Significativité : *** $p < 0,01$; ** $p < 0,05$; * $p < 0,1$.

Enfin, la scolarisation est mesurée par le taux brut de scolarisation dans l'enseignement secondaire, total et par genre, dans le tableau 5. Les résultats obtenus avec les effets directs de ces variables sont assez sensiblement différents des résultats précédents. Les effets favorables des IDE et des transferts de fonds demeurent. Toutefois, l'effet significatif des diasporas mesuré par les migrations, de même que celui de la qualité institutionnelle, disparaît quand l'effet direct de la scolarisation est introduit. Ce résultat confirme que l'éducation joue un rôle crucial dans les différents canaux des effets des diasporas. Le signe de l'effet de l'éducation est négatif et significatif pour la scolarisation totale et celle des femmes, ce qui permet de préciser le constat. Ce résultat peut alors s'expliquer par l'effet de fuite des cerveaux inhérent à la diaspora. Si cet effet est suffisamment important, alors l'augmentation de la scolarisation ne bénéficie pas aux pays qui la mettent en œuvre, mais aux pays de destination. Dans l'ensemble, ces résultats mettent en évidence le caractère central de la scolarisation dans la détermination du solde des effets des diasporas. Quand le niveau initial de scolarisation est faible, son augmentation alimente la fuite des cerveaux, et celle-ci, si elle est préjudiciable au pays d'origine, n'est pas d'ampleur suffisante pour réduire massivement l'asymétrie d'information sur le pays de destination. Au contraire, quand le niveau initial de scolarisation est plus élevé, la fuite des cerveaux est moins préjudiciable au pays d'origine, même si elle est de plus grande ampleur, dans la mesure où elle permet une réduction notable de l'asymétrie d'information, qui constitue un canal majeur de l'effet favorable des diasporas sur la croissance des pays d'origine.

4. Vérification de robustesse avec estimations FGLS

Les résultats rapportés dans les tableaux 6 et 7 sont globalement similaires aux précédents résultats pour toutes les variables. L'effet favorable direct de la diaspora africaine apparaît de manière robuste au travers des interactions entre la variable de flux migratoire et les variables associées aux différents canaux : transferts des migrants, commerce et IDE (tableau 6). Les effets défavorables de l'espérance de vie et de la scolarisation sont également robustes. En particulier, pour le taux brut de scolarisation dans l'enseignement secondaire des hommes, l'effet est négatif mais significatif à 10 % (tableau 7). La différence de significativité persistante entre la scolarisation des femmes et celle des hommes renforce l'hypothèse selon laquelle l'effet de la scola-

risation dépend de son niveau initial : plus celui-ci est bas, plus l'effet de la scolarisation est négatif et significatif, en raison de l'effet prédominant défavorable de fuite des cerveaux, tant que le seuil de l'effet informationnel favorable n'est pas franchi.

Tableau 6. **L'effet de la diaspora africaine résidant en France sur la croissance économique en Afrique (FGLS)**

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
LogPIBHab$_{it-1}$	0,992*** (0,002)	0,993*** (0,002)	0,993*** (0,002)	0,991*** (0,002)	0,992*** (0,002)	0,993*** (0,002)	0,993*** (0,002)	0,992*** (0,002)
LogDiasp$_{it}$	0,001 (0,001)	0,001 (0,001)	0,001 (0,001)	0,0003 (0,001)	-0,0004 (0,001)	-0,001 (0,001)	-0,0001 (0,001)	0,001 (0,001)
Commerce$_{it}$	0,0001*** (0,00004	0,0001*** (0,00004)	0,0001*** (0,00004)	0,0001*** (0,00004)	0,0002*** (0,00004)	0,0001*** (0,00004)		0,0001*** (0,00004)
IDE$_{it}$	0,004* (0,0002)	0,0004* (0,0002)	0,0004* (0,0002)	0,0004* (0,0002)	0,001*** (0,0002)	0,001*** (0,0002)	0,0004* (0,0002)	
LogTransferts$_{it}$	0,003*** (0,001)	0,004*** (0,001)	0,002*** (0,001)	0,003*** (0,001)	0,003*** (0,001)		0,003*** (0,001)	0,003*** (0,001)
LogEsp$_{it}$	-0,048** (0,024)	-0,037 (0,024)	-0,042* (0,024)			-0,064*** (0,022)	-0,051** (0,024)	-0,048** (0,024)
LogIns$_{t}$	0,008*** (0,003)					0,008*** (0,003)	0,004*** (0,003)	0,008*** (0,003)
LogStabPol$_{it}$		0,006** (0,001)		0,005** (0,002)				
LogCC$_{it}$			0,005** (0,002)		0,003* (0,002)			
Diasp*Transferts$_{it}$						0,0003*** (0,0001)		
Diasp*Commerce$_{it}$							0,00002*** (4,14e^{-06})	
Diasp*IDE$_{it}$								0,008* (0,003)
Constante	0,201** (0,091)	0,16* (0,091)	0,19** (0,092)	0,025 (0,016)	0,032*** (0,011)	0,284*** (0,086)	0,223** (0,09)	0,201** (0,091)
Observations	441	441	441	441	441	441	441	441
Pays	45	45	45	45	45	45	45	45

Note : La variable dépendante est le PIB par habitant réel (en log). Les erreurs standards sont entre parenthèses. Significativité : *** $p < 0,01$; ** $p < 0,05$; * $p < 0,1$.

Tableau 7. **L'effet de la diaspora africaine résidant en France sur la croissance économique en Afrique avec la variable éducation (FGLS)**

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
LogPIBHab$_{it-1}$	1,001*** (0,00)	1,002*** (0,00)	0,999*** (0,00)	0,994*** (0,00)	0,994*** (0,00)	0,994*** (0,00)
LogDiasp$_{it}$	0,001 (0,292)	0,001 (0,407)	0,001 (0,234)	0,001 (0,126)	0,001 (0,126)	0,001 (0,125)
Commerce$_{it}$	0,0001* (0,056)	0,0001* (0,067)	0,0001** (0,036)	0,0001** (0,011)	0,0001** (0,011)	0,0001** (0,011)
IDE$_{it}$	0,0005* (0,05)	0,0005* (0,053)	0,0005** (0,049)	0,0005** (0,047)	0,0005** (0,047)	0,0005** (0,047)
LogTransferts$_{it}$	0,002** (0,028)	0,002** (0,028)	0,002** (0,028)	0,002** (0,025)	0,002** (0,025)	0,002** (0,025)
LogEsp$_{it}$	-0,024 (0,026)	-0,018 (0,498)		-0,032 (0,22)	-0,032 (0,22)	-0,032 (0,218)
LogIns$_{t}$	0,009*** (0,003)	0,009*** (0,002)	0,008*** (0,003)	0,008** (0,01)	0,008** (0,01)	0,008** (0,01)
Educ_tous$_{it}$	-0,0003** (0,012)					
Educ_fem$_{it}$		-0,0003*** (0,005)				
Educ_hom$_{it}$			-0,0002* (0,077)			
Diasp*Educ_tous				$-9{,}74^{e-11}$ (0,166)		
Diasp*Educ_fem					$-9{,}37^{e-11}$ (0,173)	
Diasp*Educ_hom						$-9{,}63^{e-11}$ (0,179)
Constante	0,062 (0,543)	0,034 (0,741)	0,112 (0,265)	0,126 (0,196)	0,128 (0,193)	0,129 (0,191)
Observations	360	360	360	360	360	360
Pays	36	36	36	36	36	36

Note : La variable dépendante est le PIB par habitant réel (en log). Les erreurs standards sont entre parenthèses. Significativité : *** $p < 0{,}01$; ** $p < 0{,}05$; * $p < 0{,}1$.

5. Conclusion

Nous examinons l'effet de la diaspora africaine en France, pays de destination majeur, sur le développement économique dans les pays d'origine. Nous prenons en considération différentes mesures et canaux de transmission mis en évidence dans les littératures théoriques et empiriques, de même qu'un ensemble de variables d'environnement institutionnel, macroéconomique et démographique, sur la période allant de 2010 à 2020. Outre les effets directs des flux de populations, parmi les canaux associés aux effets des migrations

figurent en particulier trois grandes catégories : le commerce dit « de nostalgie », le financement extérieur des ménages (transferts des migrants), et le financement extérieur des entreprises domestiques (IDE). Par ailleurs, la structure de diplomation de la population domestique non migrante constitue une variable importante dans les littératures de référence. L'effet bien connu de « fuite des cerveaux » affecte en effet défavorablement la structure de diplomation de la population restante, mais favorablement les asymétries informationnelles constituant habituellement un facteur de rationnement du financement extérieur : les populations migrantes diplômées constituent ainsi une source d'information directe et fiable sur les investissements dans leurs pays d'origine.

Comme dans la majorité des travaux de référence, nous utilisons le SYS-GMM de Blundell et Bond (1998), qui permet de traiter le problème d'endogénéité, notamment la double causalité entre croissance et migrations, confirmée par le test de non-causalité Granger de Dumitrescu et Hurlin (2012). Notre première contribution originale est de montrer que la diaspora africaine résidant en France a une influence favorable robuste directe, mais également à travers les canaux commerciaux et financiers (commerce, IDE et transferts des migrants). Une variation positive de l'interaction entre lesdites variables et la diaspora influence positivement et significativement les dynamiques de croissance africaine.

L'environnement institutionnel et démographique exerce des effets en partie attendus, et en partie spécifiques au contexte des pays et de la période étudiés. Toutes les variables institutionnelles ont un effet robuste favorable. En revanche, pour l'espérance de vie, l'incidence est négative et significative. Il s'agit là de notre deuxième contribution originale. Ce signe *a priori* contre-intuitif se retrouve en réalité dans une partie des littératures théoriques et empiriques de référence. Il pourrait s'expliquer par le faible taux de couverture en termes de protection sociale, et de systèmes de retraite en particulier, en Afrique (ISSA, 2021). Dans ce cas, l'allongement de l'espérance de vie pourrait constituer un défi spécifique pour le développement des pays étudiés.

Notre troisième contribution originale est l'observation d'un effet négatif et significatif du taux brut de scolarisation dans l'enseignement secondaire. Par ailleurs, l'effet significatif des diasporas, de même que celui de la qualité institutionnelle, est atténué quand cet effet direct est introduit. Ce résultat confirme que le niveau d'éducation initial joue un rôle clé dans la balance des effets de la fuite des cerveaux liés à la dias-

pora. Si ce niveau est faible, alors l'augmentation de la scolarisation ne bénéficie pas principalement aux pays qui la mettent en œuvre, qui voient la structure de diplomation de leur population non migrante gravement affectée, mais aux pays de destination, sans compensation par des effets informationnels favorables de grande ampleur. Si ce niveau est plus élevé, le solde des effets défavorables sur la diplomation de la population non migrante et des effets informationnels favorables sur les financements extérieurs devient positif. L'effet de fuite des cerveaux est bien connu, mais son ampleur est généralement sous-estimée. Les données d'enquête mettent par exemple en évidence des taux de migration des médecins particulièrement élevés en Afrique subsaharienne au cours de la période 2002-2011 (par exemple, jusqu'à 174 sur 226 médecins libériens ayant migré aux États-Unis d'Amérique selon Tankwachi, Özden et Vermund, 2013). Cette fuite de cerveaux dans le secteur de la santé, en particulier, a nécessairement un effet délétère sur ledit secteur.

Ces résultats suggèrent à la fois des recommandations spécifiques, et des pistes de recherche pour prolonger ce travail. D'abord, les États doivent mener des campagnes de communication fortes visant leurs diasporas, pour que celles-ci investissent davantage dans les secteurs à forte valeur ajoutée comme les industries manufacturières et le secteur tertiaire, permettant ainsi aux pays africains d'avoir des économies plus diversifiées et résilientes ; et pour qu'elles poursuivent l'intermédiation entre les États africains et les investisseurs provenant des pays de destination. Au niveau domestique, nous proposons des campagnes de sensibilisation des entrepreneurs aux effets fragilisants de l'activité dans le secteur informel, permettant ainsi aux États d'élargir aussi bien leur couverture en termes de protection sociale que leur assiette fiscale. Sur le plan de la qualité institutionnelle, il est important de poursuivre les processus de digitalisation des démarches administratives, luttant ainsi contre la corruption, et de renforcer la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme. Enfin, l'éducation constitue une variable clé. Il est impératif de scolariser davantage les enfants, en particulier les filles, et de lutter contre leur travail, en mettant en place des politiques visant à inciter les groupes à risque d'abandon scolaire à poursuivre leur scolarité. Ces objectifs nécessitent des mesures élargissant l'enseignement obligatoire dans le secondaire. La hausse de la scolarisation nécessite également que les gouvernements africains investissent davantage dans les systèmes éducatifs. En particulier, les investissements dans le domaine des technologies de l'information et de la

communication (TIC) permettraient de favoriser l'apprentissage et, ce faisant, d'assurer une éducation de qualité à même d'accompagner la transformation structurelle. Les États africains seraient ainsi mieux à même de ralentir la fuite des cerveaux et de profiter des effets informationnels favorables des flux migratoires résiduels.

Références

Abdouli M. et S. Hammami, 2017, « The impact of FDI inflows and environmental quality on economic growth : An empirical study for the MENA countries », *Journal of the Knowledge Economy*, vol. 8, n° 1, pp. 254-278, https://doi.org/10.1007/s13132-015-0323-y

Acemoglu D. et S. Johnson, 2007, « Disease and development : The effect of life expectancy on economic growth », *Journal of Political Economy*, vol. 115, n° 6, pp. 925-985, https://doi.org/10.1086/529000

Acemoglu D., S. Johnson et J. A. Robinson, 2005, « Institutions as a fundamental cause of long-run growth », in : P. Aghion et S. N. Durlauf (eds), *Handbook of Economic Growth. Volume 1A*, Amsterdam, North-Holland, pp. 385-472.

Adow A. A., 2025, « Remittances and economic growth in East Africa », *Cogent Economics & Finance*, vol. 13, n° 1, art. 2461604, https://doi.org/10.1080/23322039.2025.2461604

AfDB et IOM, 2023, *Diaspora, Climate-Induced Migration and Skills Mobility : A Focus on Africa*, Abidjan / Genève, African Development Bank Group / International Organization for Migration.

Akanbi O. A., 2017, « Impact of migration on economic growth and human development : Case of Sub-Saharan African countries », *International Journal of Social Economics*, vol. 44, n° 5, pp. 683-695, https://doi.org/10.1108/IJSE-07-2015-0190

Avom D., B. E. O. Nkoa et J. S. Song, 2020, « Les transferts de fonds des migrants (TFM) expliquent-ils les fragilités des États africains ? », *Revue française d'économie*, vol. 34, n° 4, pp. 197-243, https://shs.cairn.info/article/RFE_204_0197/pdf?lang=fr

Awad A. et H. Ragab, 2018, « The economic growth and foreign direct investment nexus : Does democracy matter ? Evidence from African countries », *Thunderbird International Business Review*, vol. 60, n° 4, pp. 565-575.

Bettin G. et A. Zazzaro, 2017, « The impact of natural disasters on remittances to low- and middle-income countries », *The Journal of Development Studies*, vol. 54, n° 3, pp. 481-500, https://doi.org/10.1080/00220388.2017.1303672

Bhagwati J. et K. Hamada, 1974, « The brain drain, international integration of markets for professionals and unemployment : A theoretical analysis », *Journal of Development Economics*, vol. 1, n° 1, pp. 19-42, https://doi.org/10.1016/0304-3878(74)90020-0

Blundell R. et S. Bond, 1998, « Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models », *Journal of Econometrics*, vol. 87, n° 1, pp. 115-143, https://doi.org/10.1016/S0304-4076(98)00009-8

Boly A., N. D. Coniglio, F. Prota et A. Seric, 2014, « Diaspora investments and firm export performance in selected Sub-Saharan African countries », *World Development*, vol. 59, pp. 422-433, https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2014.02.006

d'Albis H., E. Boubtane et M. Grieve, 2015, « Characteristics of migration flows to France based on residence permit data (1998-2013) », *Population*, vol. 70, n° 3, pp. 461-495, https://www.jstor.org/stable/24638289

Dastidar S. G., 2017, « Impact of remittances on economic growth in developing countries : The role of openness », *Global Economy Journal*, vol. 17, n° 2, art. 20160066, https://doi.org/10.1515/gej-2016-0066

Dedieu J.-P., 2018, « The rise of the migration-development nexus in francophone Sub-Saharan Africa, 1960-2010 », *African Studies Review*, vol. 61, n° 1, pp. 83-108, https://doi.org/10.1017/asr.2017.95

Dumitrescu E.-I. et C. Hurlin, 2012, « Testing for Granger non-causality in heterogeneous panels », *Economic Modelling*, vol. 29, n° 4, pp. 1450-1460, https://doi.org/10.1016/j.econmod.2012.02.014

Fayissa B. et C. Nsiah, 2010, « The impact of remittances on economic growth and development in Africa », *The American Economist*, vol. 55, n° 2, pp. 92-103, https://doi.org/10.1177/056943451005500210

Flahaux M. L. et H. De Haas, 2016, « African migration : Trends, patterns, drivers », *Comparative Migration Studies*, vol. 4, n° 1, https://doi.org/10.1186/s40878-015-0015-6

Gnimassoun B. et J. C. Anyanwu, 2019, « The diaspora and economic development in Africa », *Review of World Economics*, vol. 155, n° 4, pp. 785-817, https://doi.org/10.1007/s10290-019-00344-3

Grubel H. B. et A. D. Scott, 1966, « The international flow of human capital », *The American Economic Review*, vol. 56, n° 1/2, pp. 268-274, https://www.jstor.org/stable/1821289

Haque N. U. et S.-J. Kim, 1995, « "Human capital flight" : Impact of migration on income and growth », *Staff Papers*, vol. 42, n° 3, pp. 577-607, https://doi.org/10.2307/3867533

Hwang J. et Y. Sun, 2018, « Should we go one step further ? An accurate comparison of one-step and two-step procedures in a generalized method of moments framework », *Journal of Econometrics*, vol. 207, n° 2, pp. 381-405, https://doi.org/10.1016/j.jeconom.2018.07.006

IOM, 2020, *Africa Migration Report : Challenging the Narrative*, Genève, International Organization for Migration.

IOM et MPI, 2012, *Developing a Road Map for Engaging Diasporas in Development : A Handbook for Policymakers and Practitioners in Home and Host Countries*, Genève/Washington D.C., International Organization for Migration / Migration Policy Institute.

ISSA, 2021, *Afrique 2021. Priorité pour la sécurité sociale. Tendances, défis et solutions*, Genève, Association internationale de la sécurité sociale.

Javorcik B. S., Ç. Özden, M. Spatareanu et C. Neagu, 2011, « Migrant networks and foreign direct investment », *Journal of Development Economics*, vol. 94, n° 2, pp. 231-241, https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2010.01.012

Kaufmann D., A. Kraay et M. Mastruzzi, 2010, « The worldwide governance indicators : Methodology and analytical issues », *World Bank Policy Research Working Paper*, n° 5430.

Koczan Z., G. Peri, M. Pinat et D. Rozhkov, 2021, « The impact of international migration on inclusive growth : A review », *IMF Working Paper*, n° WP/21/88.

Kuznetsov Y., 2006, *Diaspora Networks and the International Migration of Skills : How Countries Can Draw on Their Talent Abroad*. Washington D.C., World Bank.

Leblang D., 2010, « Familiarity breeds investment : Diaspora networks and international investment », *American Political Science Review*, vol. 104, n° 3, pp. 584-600, https://doi.org/10.1017/S0003055410000201

Lucas R. E., 2001, « Diaspora and development : Highly skilled migrants from East Asia », *The Institute for Economic Development Working Paper*, n° DP-120.

Malikane C. et P. Chitambara, 2017, « Foreign direct investment, democracy and economic growth in Southern Africa », *African Development Review*, vol. 29, n° 1, pp. 92-102, https://doi.org/10.1111/1467-8268.12242

Mattoo A., I. C. Neagu et Ç. Özden, 2008, « Brain waste ? Educated immigrants in the US labor market », *Journal of Development Economics*, vol. 87, n° 2, pp. 255-269, https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2007.05.001

Miyagiwa K., 1991, « Scale economies in education and the brain drain problem », *International Economic Review*, vol. 32, n° 3, pp. 743-759, https://doi.org/10.2307/2527117

Ngangue N. et K. Manfred, 2015, « The impact of life expectancy on economic growth in developing countries », *Asian Economic and Financial Review*, vol. 5, n° 4, pp. 653-660.

Ogden P. E., 1995, « Labour migration to France », in : R. Cohen (ed.), *The Cambridge Survey of World Migration*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 289-296.

Ongo Nkoa B. E., J. S. Song, B. Ondoua Beyene et G. Ngnouwal Eloundou, 2023, « Does social media drive remittances in Africa ? », *African Development Review*, vol. 35, n° 4, pp. 429-443, https://doi.org/10.1111/1467-8268.12717

Organisation internationale du Travail, 2017, *Rapport mondial sur la protection sociale. Protection sociale pour atteindre les objectifs de développement durable, 2017-2019*, Genève, Organisation internationale du travail.

Plaza S., 2008, « Mobilizing the diaspora : Creating an enabling environment for trade, investment, knowledge transfer and enterprise development », in : R. Bardouille, M. Ndulo et M. Grieco (eds), *Africa's Finances : The Contribution of Remittances*, Newcastle, Cambridge Scholars Publishing, pp. 27-56.

Plaza S. et D. Ratha, 2011, *Diaspora for Development in Africa*, Washington D. C., World Bank.

Ratha D. et S. Mohapatra, 2011, « Migration and development brief : Preliminary estimates of diaspora savings », *Migration and Remittances Unit World Bank Working Paper*, n° 63588.

Spilimbergo A., 2009, « Democracy and foreign education », *The American Economic Review*, vol. 99, n° 1, pp. 528-543, https://doi.org/10.1257/aer.99.1.528

Tankwanchi A. B. S., Ç. Özden et S. H. Vermund, 2013, « Physician emigration from Sub-Saharan Africa to the United States : Analysis of the 2011 AMA physician masterfile », *PLoS Medicine*, vol. 10, n° 9, art. e1001513, https://doi.org/10.1371/journal.pmed.1001513

Usman M. A., H. Ozdeser, B. Çavuşoğlu et U. S. Aliyu, 2022, « On the sustainable economic growth in Sub-Saharan Africa : Do remittances, human capital flight, and brain drain matter ? », *Sustainability*, vol. 14, n° 4, art. 2117, https://doi.org/10.3390/su14042117

World Bank, 2019, *Leveraging Economic Migration for Development : A Briefing fot the World Bank Board*, Washington D. C., World Bank.

ANNEXE

Tableau A1. Description des variables

Variables	Description	Sources
PIB par habitant	PIB par habitant (en dollars US constant)	Banque mondiale (indicateurs de développement mondial)
Diaspora	Stock international de migrants (en nombre d'individus)	UNDESA
Transferts de fonds	Transferts de fonds (en millions de dollars)	KNOMAD
Espérance de vie	Espérance de vie pour les deux sexes combinés (en nombre d'années)	Banque mondiale (indicateurs de développement mondial)
Stabilité politique	Perception de la probabilité que le gouvernement soit déstabilisé par des moyens anticonstitutionnels, incluant le terrorisme	Banque mondiale (indicateurs de gouvernance mondiale)
Contrôle de la corruption	Perception de la mesure dans laquelle le pouvoir public est exercé à des fins privées, y compris les formes de petite et grande corruption, ainsi que la « capture » de l'État par les élites et les intérêts privés.	Banque mondiale (indicateurs de gouvernance mondiale)
Institutions	Moyenne arithmétique du contrôle de la corruption et de la stabilité politique	Banque mondiale (indicateurs de gouvernance mondiale)
Commerce	Commerce de biens et services (en % du PIB)	CNUCED
IDE	Flux nets d'IDE entrants (% du PIB)	CNUCED
Éducation	Taux brut de scolarisation à l'enseignement secondaire pour les deux sexes (% la population en âge de suivre une éducation scolaire officielle)	UNESCO

Tableau A2. Liste des pays de l'échantillon

Afrique du Nord	Afrique australe	Afrique centrale	Afrique de l'Ouest	Afrique de l'Est
Algérie, Égypte, Maroc, Tunisie	Botswana, Eswatini, Lesotho, Madagascar, Malawi, Île Maurice, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Zambie, Zimbabwe	Angola, Cameroun, République démocratique du Congo, République du Congo, Gabon	Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Togo	Burundi, Comores, Djibouti, Éthiopie, Kenya, Rwanda, Seychelles, Soudan, Tanzanie, Ouganda